

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ComUE Lyon Saint -Etienne

-

92 rue Pasteur

CS 30122

69361 Lyon Cedex 07

Tél : 04 37 37 26 70



FORMATION PREMIERS SECOURS EN SANTE MENTALE A DESTINATION DE LA COMUNAUTE UNIVERSITAIRE

Cahier des Clauses Particulières commun à l'ensemble des lots du marché

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales	4
1.1. <i>Objet du marché</i>	4
1.2. <i>Forme de l'accord-cadre marché.....</i>	6
1.3. <i>Décomposition en tranches et lots.....</i>	6
1.4. <i>Durée de l'accord-cadre</i>	7
1.5. <i>Clause de réexamen.....</i>	7
1.6. <i>Prestations similaires.....</i>	7
Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre	8
Article 3 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)	8
Article 4 : Confidentialité	9
Article 5 : Régime des connaissances antérieures	9
Article 6 : Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats	9
Article 7 : Description des prestations.....	9
Article 8 : Conditions d'exécution des prestations	13
8.1. <i>Modalités d'exécution des bons de commande</i>	13
8.2. <i>Délais d'exécution.....</i>	14
8.3. <i>Modification et résiliation des bons de commande</i>	14
8.4. <i>Prolongation des délais.....</i>	14
8.5. <i>Prestations supplémentaires ou modificatives</i>	14
8.6. <i>Conduite des prestations par des personnes nommément désignées</i>	15
8.6.1. <i>Conduite des prestations par des personnes nommément désignées.</i>	15
8.6.2. <i>Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution de l'accord-cadre.....</i>	15
Article 9 : Constatation de l'exécution des prestations.....	15
9.1. <i>Opérations de constatation de l'exécution des prestations</i>	15
9.1.1. <i>Nature des opérations de constatation</i>	15
9.1.2. <i>Délai de vérification.....</i>	15
9.1.3. <i>Point de départ du délai des opérations</i>	15
9.1.4. <i>Présence du titulaire</i>	16
9.2. <i>Décisions après vérification.....</i>	16
Article 10 : Prix de l'accord-cadre	16
10.1. <i>Contenu du prix</i>	16
10.2. <i>Variation dans les prix</i>	16
Article 11 : Acomptes et avances	17
11.1. <i>Acomptes</i>	17

11.2.	<i>Avances</i>	17
Article 12 :	Modalités de règlement des comptes	18
12.1.	<i>Demande de paiement</i>	18
12.1.1.	Contenu de la demande de paiement	18
12.1.2.	Calcul de la demande de paiement	19
12.1.3.	Remise de la demande de paiement.....	19
12.2.	<i>Acceptation de la demande de paiement</i>	19
12.3.	<i>Païement pour solde</i>	19
12.4.	<i>Mode de règlement</i>	19
12.5.	<i>Répartition des paiements</i>	20
Article 13 :	Pénalités	20
Article 14 :	Lutte contre le travail dissimulé	20
Article 14 :	Assurances	21
Article 15 :	Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail	21
Article 16 :	Protection de l’environnement	21
Article 17 :	Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger	21
Article 18 :	Résiliation de l’accord-cadre	22
Article 19 :	Exécution aux frais et risques	22
Article 20 :	Règlement des différends	22
Article 21 :	Dérogations au C.C.A.G. Prestations intellectuelles	22

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article 1 : Objet de la consultation – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) portent sur l'organisation, le déploiement et l'évaluation de formations aux Premiers Secours en Santé Mentale (module standard et module jeune) au sein de la « communauté universitaire » regroupant les étudiants et professionnels des établissements d'enseignement supérieur membres, associés et partenaires de la ComUE Lyon Saint-Etienne.

Lieu(x) d'exécution : Métropoles de Lyon et de St-Etienne (majoritairement), Agglomérations de Bourg-en-Bresse et de Roanne (occasionnellement).

Contexte :

L'Université de Lyon est une Communauté d'universités et établissements (ComUE) qui rassemble 11 membres et 24 associés à Lyon et Saint-Étienne. Elle coordonne et pilote de grands projets structurants pour le compte des établissements du site.

S'agissant de la qualité de vie étudiante, les actions portées par la ComUE sont nombreuses et portent sur différentes thématiques : handicap, précarité, santé, engagement étudiant, culture, accueil des étudiants internationaux, lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

Elles s'inscrivent dans le cadre d'un Schéma Directeur de la Vie Etudiante (SDVE 22-27), élaboré conjointement avec le CROUS de Lyon. Il définit une politique globale et partagée de vie étudiante sur le territoire contribuant à l'amélioration de la qualité de la vie étudiante.

C'est dans ce cadre qu'en complément des actions proposées par chaque établissement, la ComUE pilote et coordonne la politique de santé étudiante à l'échelle du site Lyon/Saint-Etienne, politique articulée autour trois priorités :

- favoriser l'accès aux soins des étudiants
- renforcer la politique de prévention via des actions coordonnées
- soutenir le bien-être et améliorer la prise en charge du mal-être étudiant.

Les premiers secours en santé mentale :

L'accès aux études supérieures correspond à l'entrée dans l'âge adulte et est une période d'autonomisation et de vulnérabilité. L'étudiant est exposé à une période complexe où les différentes sphères de la vie sont en transition tel que, entre autres, l'habitat, les tâches domestiques, l'apprentissage social et les choix de vie. A cela s'ajoute des facteurs de stress dans le cadre des études supérieures tel que la sélectivité croissante induite par la massification de la population étudiante et la précarité. Il s'agit également d'une période d'émergence de questions existentielles et d'une période de fragilité avec 75% troubles psychiatriques à fort potentiel évolutif qui débutent avant 24 ans.

Les Premiers Secours en Santé Mentale (PSSM) constituent l'aide apportée à une personne qui développe un début de trouble, dont l'état se détériore, ou qui traverse une crise de santé mentale. Les premiers secours sont donnés jusqu'à ce qu'une aide professionnelle puisse être apportée ou jusqu'à ce

que la crise soit résolue. Ils sont l'équivalent en santé mentale des gestes de premiers secours qui eux apportent une aide physique à la personne en difficulté.

Ouverte à tous, sans prérequis, la formation aux PSSM vise à apprendre à réagir face à une détresse psychique : entrer en contact, soutenir et orienter. Il s'agit pour les apprenants de mieux connaître et repérer les troubles psychiques et d'apprendre la conduite à tenir en cas de problème ou de crise. Les formations PSSM présentent notamment un module jeune qui est adapté aux problématiques récurrentes en santé mentale chez les jeunes de manière spécifique.

Le développement du secourisme en santé mentale dans le milieu étudiant répond à des objectifs définis:

- par la feuille de route santé mentale et psychiatrie des ministères de la Santé et de la Prévention et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- dans le Projet Territorial en Santé Mentale (PTSM) du Rhône.

C'est dans ce cadre, et grâce au soutien financier de l'ARS, que la ComUE Lyon Saint-Étienne déploie depuis 2021 des formations de secouristes et de formateurs aux PSSM au bénéfice de la communauté universitaire, constituée de ses établissements membres et associés.

Le projet

Force d'un bilan et d'une dynamique positive d'une part, et de la forte demande, d'autre part, la ComUE - Université de Lyon souhaite poursuivre et amplifier cette expérimentation à l'échelle du site Lyon-St-Etienne - Roanne et Bourg-en-Bresse.

Cela se traduira par

1. l'organisation de sessions régulières de formations de secouristes, au plus près des différents campus, et à destination d'un public (notamment étudiant) plus large ;
2. la formations de nouveaux formateurs dans les établissements d'enseignement supérieur
3. l'organisation de séminaires en santé mentale afin de fédérer les secouristes en santé mentale.

Le présent accord-cadre porte sur le volet « formation de secouristes » de ce projet qui vise 3 objectifs spécifiques :

- Augmenter le niveau de conscience des étudiants et de leurs encadrants sur la fréquence des troubles psychiques, véhiculer un message de déstigmatisation au sein des établissements d'enseignement supérieur
- Former un maximum d'acteurs de l'enseignement supérieur en lien direct avec les étudiants au repérage des troubles psychiques et à la manière d'accompagner les étudiants qui en souffrent
- Favoriser chez les étudiants un recours précoce aux soins pour tous types de troubles

Le 102 - centre de santé

Le projet sera coordonné par le 102 – centre de santé Université de Lyon, en coopération et avec l'appui des services Qualité de Vie Etudiante et Formation de l'Université de Lyon, d'une part, ainsi que des référents santé des établissements membres et associés de l'Université de Lyon d'autre part.

Ouvert en janvier 2025 par l'Université de Lyon, le 102 est un centre de santé consacré à la santé mentale des étudiants, dans le 7e arrondissement de Lyon. C'est un centre de soutien pour favoriser le bien-être quotidien. Le 102 propose une offre de soins et d'accompagnement en santé mentale à tous les étudiantes et étudiants de l'académie de Lyon, afin d'apporter une réponse adaptée aux besoins de chacun. Cela se traduit par

- des actions de promotion et prévention de la santé,
- des consultations de suivi avec médecins généralistes et psychiatres, psychologues et infirmière

- une réorientation des usagers vers des structures plus appropriées si nécessaire (suivi psychiatrique ou au long cours).

Le déploiement de formations de secouriste PSSM s'inscrivent dans le champ de la promotion et prévention porté par le 102.

1.2. Forme de l'accord-cadre marché

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles L. 2125-1-1°, et R.2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est passé sans minimum en quantité ou ne valeur, mais avec un maximum en valeur indiqué ci-dessous pour chaque lot, en euros HT sur toute la durée de l'accord-cadre cadre, conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique.

Lots	Désignation	Montant maximum pour les 4 ans
1	Formations de secouristes PSSM - Rhône / Ain	250 000 €
2	Formations de secouristes PSSM - Loire	125 000 €

1.3. Décomposition en tranches et lots

Il est prévu une décomposition en 2 lots géographiques :

Lots	Désignation
1	Formations de secouristes PSSM - Rhône / Ain
2	Formations de secouristes PSSM - Loire

Lot 1 : Formations de secouristes PSSM – Rhône & Ain

Ce lot concerne l'organisation, la dispense et l'évaluation de formations PSSM à destination des étudiants et professionnels de la « communauté universitaire » de l'académie de Lyon pour le département du Rhône et de l'Ain. Ces formations se dérouleront majoritairement sur la Métropole de Lyon et l'Agglomération de Bourg-en-Bresse (occasionnellement).

Lot 2 : Formations de secouristes PSSM – Loire

Ce lot concerne l'organisation, la dispense et l'évaluation de formations PSSM à destination des étudiants et professionnels de la « communauté universitaire » de l'académie de Lyon pour le département de la Loire. Ces formations se dérouleront majoritairement sur les territoires de la Métropole de St-Etienne et, plus occasionnellement, sur l'Agglomération de Roanne.

1.4. Durée de l'accord-cadre

Le marché est conclu pour une période initiale de douze (12) mois à compter de sa notification.

Il pourra être reconduit expressément par décision du pouvoir adjudicateur, par périodes successives de douze (12) mois, dans la limite de trois (3) reconductions, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

La reconduction fera l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire avant l'échéance de la période en cours. À défaut de décision expresse de reconduction, le marché prendra automatiquement fin à cette échéance, sans droit à indemnité pour le titulaire.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au terme de la période en cours.

L'émission de bons de commande sur le fondement du présent marché ne peut se faire que pendant la durée de validité de celui-ci. La durée d'exécution des bons de commande pourra aller jusqu'à six mois au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le début prévisionnel d'exécution des prestations est fixé à janvier 2026. Une réunion de lancement interviendra la semaine du 5 janvier 2026 afin de permettre l'ouverture des inscriptions aux formations dès janvier 2026.

1.5. Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie de l'accord-cadre.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.
- La reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.
- La prolongation du terme du marché (aléas de procédure de renouvellement, adhésion à un groupement d'achat).

1.6. Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre pourra être proposé au titulaire avant l'issue du présent accord-cadre. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Article 2 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-P.I., les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) ;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1^{er} avril 2022 ;
- L'offre technique du titulaire (les conditions générales de vente et d'achat du titulaire ne sont pas applicables) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

La signature de l'acte d'engagement du marché vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Article 3 : Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu, au même titre que le pouvoir adjudicateur, au respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Obligation du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (R.G.P.D.) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnelles au responsable de traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le R.G.P.D.

Article 4 : Confidentialité

Conformément à l'article 5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ne sont pas couverts pas cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Article 5 : Régime des connaissances antérieures

La conclusion de l'accord-cadre n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute natures afférentes aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur et le titulaire, restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature portant connaissances antérieures.

Le titulaire reste propriétaire de sa méthode, outils, savoir-faire et documentation, constituant ses connaissances antérieures, utilisées pour exécuter l'accord-cadre. Ces éléments sont notamment fixés dans sa note méthodologique.

Le titulaire concède à l'acheteur public un droit d'utilisation sur les connaissances antérieures utilisées pour l'exécution de l'accord-cadre pour toute la durée du contrat.

Dans l'hypothèse où ces connaissances antérieures appartiendraient à des tiers, le titulaire s'engage à faire le nécessaire auprès des propriétaires ou de la personne détenant les droits, afin que l'acheteur public puisse utiliser les résultats pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle et industrielle, sans en être inquiétée, et ce sans supplément de prix.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans les prix de l'accord-cadre. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Article 6 : Régime des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature relatifs aux résultats

Les règles applicables au présent accord-cadre en matière d'utilisation des résultats sont celles définies ci-après ainsi que celles mentionnées au chapitre 6 du C.C.A.P. - P.I. « Utilisation des résultats ».

Article 7 : Description des prestations

Contenu détaillé de la formation

Qu'il s'agisse du module standard ou du module jeune, les formations dispensées aborderont le programme complet de PSSM, dont les programmes sont disponibles sur le site officiel de PSSM France.

Dans le déroulé de sa formation, le formateur veillera par ailleurs à :

- choisir des exemples et cas pratiques adapté à l'âge et au contexte étudiant,

- informer les stagiaires sur les ressources locales - notamment universitaires - vers lesquels les apprenants pourront orienter les étudiants en souffrance, présentant des troubles psychiques ou en crise ; ou simplement soucieux de prendre soin de leur santé mentale.

La formation se fera selon une démarche participative pour :

- Revoir ses représentations concernant la santé mentale ;
- Prendre confiance dans l'interaction avec les personnes éprouvant un problème de santé mentale ou en crise de santé mentale ;
- Renforcer l'aide apportée aux étudiants concernés.

Pour chaque session, le formateur devra être accrédité PSSM France et posséder les connaissances nécessaires à la dispense de formations en milieu universitaire.

Public cible

Au sein de la communauté universitaire, deux types de public sont visés :

1. Les étudiants eux-mêmes, qu'ils soient en responsabilité associative ou non ;
2. Les professionnels au contact fréquent des étudiants (1), tels que :
 - Personnels administratifs des services de santé ;
 - Personnels des services vie étudiante ;
 - Professionnels des missions handicap et égalité ;
 - Professionnels des services « Accueil international » ;
 - Assistants de service social universitaire ;
 - Personnels et animateurs(rices) des résidences universitaires ;
 - Responsables des associations étudiants ;
 - Enseignants(tes) ;
 - Personnels d'accueil ;
 - Bibliothécaires ;
 - Responsables de filières, de composante ou de promotion ;
 - Personnels de santé.

du carré métropolitain : Lyon, Saint-Etienne, Roanne et Bourg-en-Bresse.

A chaque formation, les places seront prioritairement allouées aux étudiants et personnels des établissements membre et associés de l'Université de Lyon selon des critères de sélection/ priorisation définis lors de la réunion de démarrage et affinés par la suite, notamment lors des réunions de suivi.

(1) Cas particulier : Plus exceptionnellement, le service Formation de l'Université de Lyon pourra être amené à commander une ou deux sessions de formation afin de l'inscrire au plan de formation annuel et/ou de la proposer au catalogue Convergence (formations mutualisées avec les établissements membres et associés de l'UdL). Dans ce cas précis, les inscriptions seront directement gérées par le service Formation de l'Université de Lyon.

Format, calendrier et lieu des formations

Qu'il s'agisse du module jeune (prioritairement) ou standard, la formation PSSM se déroule sur 14H selon l'un des formats suivants :

- 2 jours consécutifs.
- 2 jours non-consécutifs (sur une même quinzaine).

Afin de faciliter les inscriptions et d'optimiser le présentisme des stagiaires, les formations seront prioritairement organisées

- Pour le public étudiant
 - o Les jeudis et week-end pendant les périodes de cours
 - o Ainsi que pendant les périodes de vacances universitaires (possiblement en semaine)
- Pour le public professionnel
 - o En semaine (du lundi au vendredi)

Le nombre maximum de participants effectifs attendus par formation est de 16. En cas d'inscription inférieure à 10 participants, la COMUE se réserve le droit de demander le report de la formation à une date ultérieure. Le titulaire veillera à pourvoir les places libérées par les éventuels désistements par les candidats sur liste d'attente selon des modalités définies pendant la réunion de démarrage. Des ajustements pourront être faits à l'occasion des réunions de suivi.

Les formations sont proposées du mois de janvier au mois de décembre 2026 (2027, 2028 et 2029, en cas de reconduction de l'accord-cadre).

Elles devront se dérouler prioritairement dans un lieu proposé par le titulaire, au plus près des différents campus (en particulier pour le public étudiant). Mais, si la COMUE en exprime le besoin, elles pourront également avoir lieu dans les locaux de l'un des établissements membres et associés de la ComUE « Université de Lyon ».

En cas d'impossibilité d'effectuer la formation en présentiel, pour des raisons exclusivement réglementaires ou légales liées à une situation exceptionnelle, les formations pourront être dispensées en distanciel, selon le format préconisé par PSSM France, à savoir : 7 modules de 2h échelonnés sur 3 ou 4 semaines. Dans ce cas, les animateurs veilleront alors à ce que les outils numériques, supports de formations ainsi que l'animation de la formation créent une réelle interaction avec les participants.

Modalités d'inscription

Les formations PSSM prendront très majoritairement la forme de formation collectives privatisées. Plus exceptionnellement, l'Université de Lyon pourra être amené à avoir besoin de former des bénéficiaires « isolés » pour répondre à des besoins particuliers hors calendrier prévisionnel (exemple : cas de recrutement, étudiants relais, stagiaires). Dans ce cas, le prestataire devra pouvoir les inscrire individuellement à une session de formation « ouverte » et proposée par ailleurs, dont les dates et le lieu seront communiqués à l'Université de Lyon en amont de l'inscription.

Estimation des besoins :

A titre indicatif, sur une année calendaire

- le nombre de formations collectives à organiser est estimé :
 - o entre 10 et 12 pour le public étudiant
 - o entre 4 et 6 pour les professionnels au contact fréquent des étudiants
 - o entre 1 et 2 pour les autres professionnels
- Le nombre de formation individuelle est estimée entre 5 et 20

La répartition des formations par territoire est estimée entre

- Deux tiers et trois quarts pour les départements du Rhône et de Ain (lot 1)
- Un quart et un tiers pour la Loire (lot 2)

Evaluation des formations

Les modalités et critères d'évaluation devront a minima comporter :

- Une évaluation à chaud, immédiatement après la session
- Une évaluation à froid, 3 ou 6 mois après la formation, permettant d'évaluer la mise en pratique et pérennité des savoirs des apprenants

Le modèle de questionnaire d'évaluation proposé par le prestataire fera l'objet d'un échange et d'une validation à l'occasion de la réunion de lancement du projet. En particulier, des questions spécifiques concernant

- l'évaluation de l'action (étude d'impact)
- les besoins de formations complémentaires
- l'identification de candidats à la formation de formateurs PSSM

y seront intégrées.

Pilotage du projet

Afin d'assurer un déploiement optimal des formations tout au long du marché le titulaire s'engage à participer à, au moins :

- 1 réunion de démarrage
- 1 réunion de suivi à l'issue du 1^{er} trimestre du marché
- 1 réunion de bilan intermédiaire à l'issue de chaque semestre
- 1 réunion de bilan finale à l'issue des dernières évaluations à froid

L'organisation des formations comprend :

- Le recrutement et la coordination des formateurs
- Tous les aspects logistiques : sélection du formateur, réservation et location de salles, commande et distribution des manuels PSSM
- L'inscription des participants via un formulaire en ligne
- La priorisation et validation des candidats selon une liste de critères fournis par la COMUE
- La gestion des désistements et des candidats sur liste d'attente avec le report possible des candidatures sur d'autres sessions.
- Les manuels PSSM ainsi que tout autre document ressource
- Tous les aspects administratifs : convocation des participants, feuille d'émargement, attestations de formation, facturation de la prestation
- L'interface avec PSSM France
- La production de bilan et d'indicateurs de suivi
- Le cas échéant, le suivi et l'accompagnement des secouristes formés

La COMUE se chargera quant à elle de promouvoir le dispositif auprès des publics cibles.

Livrables

Le titulaire devra fournir a minima les livrables suivants :

- Au plus tard un mois après chaque formation
 - La feuille d'émargement signée de chaque formation
 - Une copie des attestations de secourisme en santé mentale de PSSM France envoyées aux apprenants, au plus tard 1 mois après la formation
 - Le bilan de l'évaluation à chaud de chaque formation,
- Une synthèse semestrielle des évaluations à chaud et à froid,

- Un compte-rendu de chaque réunion de pilotage (démarrage, suivi, bilan semestriel, bilan final) dans les deux semaines suivant la réunion
- Pour chaque module (jeune/standard) un tableau de suivi (mis à jour tous les trimestres) des indicateurs suivants :
 - Nombre de formations dispensées par module, type de public et territoire
 - Nombre de personnes formées : au total, par module, par établissement, par profession et par territoire (selon une grille fournie par la COMUE).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander d'autres livrables complémentaires. Auquel cas, cela fera l'objet d'un échange à l'occasion des réunions de lancement et/ou de suivis.

Article 8 : Conditions d'exécution des prestations

8.1. Modalités d'exécution des bons de commande

Les prestations objet du présent accord-cadre seront mises en œuvre par l'émission de bons de commandes datés et signés par le représentant de l'Université de Lyon.

Un bon de commande sera émis pour l'exécution de chaque prestation et chiffré sur la base des prix indiqués par le titulaire dans son bordereau des prix.

Chaque commande est transmise par l'un des moyens ci-dessous :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Transmission par télécopie avec accusé de réception ;
- Transmission par mail avec accusé de réception ;
- Remise directe au titulaire contre récépissé.

Dans le but de permettre la transmission des commandes par voie électronique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, dans l'acte d'engagement du marché, une adresse mail valide. En cas de changement de l'adresse mail de contact, une nouvelle adresse électronique valide devra être fournie à l'acheteur.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande présenteront les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- le lieu d'exécution des travaux ;
- le montant de la commande ;
- les coordonnées des personnes responsables du suivi du dossier à l'acheteur ;
- le délai d'exécution de la prestation (date de début et de fin).

Seul l'acheteur est habilité à passer une commande dans le cadre de cet accord-cadre.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins, jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

8.2. Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.2 du C.C.A.G.-P.I., les délais d'exécution sont ceux indiqués dans les bons de commande transmis au titulaire. La date de début d'exécution est fixée par chaque bon de commande.

À titre d'information, pour la première année d'exécution, les formations seront organisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2026 au plus tard. Le calendrier prévisionnel sera arrêté d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire lors de la réunion de lancement.

8.3. Modification et résiliation des bons de commande

Pour l'ensemble des lots, une commande peut être :

- Annulé jusqu'à 10 jours ouvrés avant la date prévue de la session, sans qu'aucune indemnité ne soit due ;
- Modifié (présentiel/distanciel, dates, lieux) jusqu'à 8 jours ouvrés avant la date prévue de la session, sans qu'aucune indemnité ne soit due pour les formations collectives
- Modifié (présentiel/distanciel, dates, lieux, nombre de participants) jusqu'à 8 jours ouvrés avant la date prévue de la session, sans qu'aucune indemnité ne soit due pour les formations individuelles

En cas de non-respect de ces délais par l'acheteur :

- En cas d'annulation hors délai, le pouvoir adjudicateur est redevable d'une indemnité visant à couvrir notamment les frais engagés et non récupérables par le titulaire (préparation pédagogique, supports, déplacement et hébergement éventuels), à hauteur de 30 % du montant initial du bon de commande.
- En cas de modification hors délai, le titulaire n'est pas tenu d'accepter les modifications proposées. Si une modification est acceptée, elle donne lieu à un réajustement du prix et, le cas échéant, des conditions d'exécution, dans le respect des clauses particulières du marché.

8.4. Prolongation des délais

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

8.5. Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément à l'article 23.1 du C.C.A.G.-P.I., pendant l'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire de l'accord-cadre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai de 10 jours calendaires.

Le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant ces modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent.

La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'une modification.

8.6. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées

8.6.1. Conduite des prestations par des personnes nommément désignées.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées dans le cadre de sa note méthodologique. Parmi elles, il devra nommer un référent unique.

8.6.2. Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution de l'accord-cadre

Dans les conditions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I., en cas d'empêchement de la personne affectée à l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à le remplacer, après accord du pouvoir adjudicateur, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

Article 9 : Constatation de l'exécution des prestations

9.1. Opérations de constatation de l'exécution des prestations

Tous les documents et rendus intermédiaires font l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.1.1. Nature des opérations de constatation

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-P.I., les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la ComUE Lyon Saint -Etienne.

9.1.2. Délai de vérification

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., le pouvoir adjudicateur a un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet en application de l'article 9.2 du présent C.C.P.

9.1.3. Point de départ du délai des opérations

Conformément à l'article 28.3.1 du C.C.A.G.-P.I., pour les vérifications effectuées dans les établissements du pouvoir adjudicateur, le point de départ du délai est la date de remise

par le titulaire, des prestations au pouvoir adjudicateur.

9.1.4. Présence du titulaire

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire n'assistera pas aux opérations de vérification.

9.2. Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai prévu à l'article 9.1.2 du présent C.C.P., une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 9.1.2 du présent C.C.P., les prestations sont considérées comme non validées.

Article 10 : Prix de l'accord-cadre

10.1. Contenu du prix

Les prix de règlement, établis sur la base de l'offre du titulaire lors de la remise en concurrence, sont réputés comprendre, conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-P.I., l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à leur exécution, y compris les marges pour risque et bénéfice.

Ils incluent également la participation à toutes les réunions, la consolidation des bilans nécessaires à l'accomplissement de la mission, ainsi que tous les frais de déplacement, d'hébergement et de repas des intervenants.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

En cas de cotraitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

10.2. Variation dans les prix

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché (notification du marché) selon la formule suivante :

$$PR = P_0 [0,10 + 0,90 \frac{a}{a_0}]$$

où

PR = Prix révisé
 P_0 = Prix d'origine basé sur le mois M_0
 $0,10$ = terme fixe
 a = Valeurs des index de référence de l'objet de l'accord-cadre connu au mois de révision
 a_0 = Valeurs de ces mêmes index au mois d'origine des prix
Le résultat des calculs est arrondi au 1/1000 supérieur.

Index ou Indice retenu : ING

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur les éléments relatifs à la révision des prix. Tant que la ComUE Lyon Saint-Etienne n'a pas reçu ces éléments de révision de prix de la part du titulaire, les commandes et les factures correspondantes sont émises sur la base des prix en vigueur.

Lorsque la valeur définitive des index n'est pas connue au moment du mandatement (ou du paiement), le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire calculé sur la base de la dernière valeur publiée. La révision définitive est opérée dès la publication des index de référence, et donne lieu, le cas échéant, à un ajustement sur le paiement suivant.

Conformément à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-P.I., les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre du titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Article 11 : Acomptes et avances

11.1. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur public une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

11.2. Avances

Option B

Sauf refus exprès du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est versée pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est versée en une seule fois et calculée sur le montant initial hors taxes du bon de commande concerné, lorsque celui-ci dépasse 50 000 euros HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le montant de l'avance sera de 5 % du montant TTC.

Le délai de versement de l'avance commence à compter de l'émission du bon de commande. Le remboursement de l'avance s'effectue selon les modalités définies à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il doit présenter sa demande de versement de l'avance à l'acheteur. Cette demande doit être accompagnée d'une attestation du titulaire précisant le montant des prestations devant être exécutées par le sous-traitant au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Article 12 : Modalités de règlement des comptes

12.1. Demande de paiement

12.1.1. Contenu de la demande de paiement

Conformément aux prescriptions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-P.I., **la demande de paiement est établie comme suit :**

La demande de paiement est datée. Elle mentionne :

- les références de l'accord-cadre
- le nom et adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement
- le n° du marché subséquent
- le montant des prestations reçues, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre;

Les demandes de paiement afférentes au règlement des prestations seront établies en un original.

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement la référence du marché, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

12.1.2. Calcul de la demande de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

12.1.3. Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations, et tel que défini à l'article 11.5 du CCAG.PI. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

La remise d'une demande de paiement intervient après l'admission des prestations. Le titulaire notifie alors au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché. En complément du C.C.A.G.-PI., il pourra être demandé en cours d'exécution au titulaire d'adhérer à un système d'échange de données informatiques (type GESPRO) pour la saisie des demandes de paiements. Le titulaire ne pourra s'y opposer. La demande de paiement sera remise uniquement par voie électronique avec le système déployé pour le présent marché ou via Chorus Pro.

12.2. Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

L'acheteur public arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

12.3. Paiement pour solde

Dès l'admission de la prestation, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur sa demande de paiement.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues (solde, règlement partiel définitif et/ou décompte de résiliation), le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

12.4. Mode de règlement

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par la ComUE Lyon Saint- Etienne sauf désaccord du service gestionnaire du contrat.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

12.5. Répartition des paiements

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Article 13 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du C.C.A.G.-P.I., en cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard et par prestation concernée.

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du règlement général sur la protection des données (RGPD), la ComUE Lyon Saint-Etienne peut exiger, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire de 100 € HT par manquement.

Pour tout autre manquement du titulaire à ses obligations au titre de l'accord-cadre non visé ci-dessus, la ComUE Lyon Saint-Etienne peut exiger, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière de 100 € HT par manquement.

Article 14 : Lutte contre le travail dissimulé

L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé. En application de ces nouvelles dispositions, il sera appliqué le dispositif suivant :

Avant la signature du contrat :

La ComUE Lyon Saint-Etienne sollicite de l'attributaire du contrat, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir mentionnée à cette rubrique.

En cours d'exécution du contrat :

- 1 La ComUE Lyon Saint-Etienne demande au titulaire de l'accord-cadre, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signale que le titulaire (ou ses sous-traitants) ne respecte pas leurs obligations, l'acheteur public le mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de régulariser sa situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, le Pouvoir adjudicateur peut :

- a) appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 200 €, dans les limites suivantes :
 - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- b) résilier l'accord-cadre sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 14 : Assurances

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.- T.I.C., le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-T.I.C., le titulaire doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 15 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du C.C.A.G.-P.I s'appliquent au présent accord-cadre.

Article 16 : Protection de l'environnement

Les prescriptions de l'article 7 du C.C.A.G.-P.I s'appliquent au présent accord-cadre.

Article 17 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du C.C.A.G.-P.I. s'appliquent.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs à l'accord-cadre sont rédigés en français.

Article 18 : Résiliation de l'accord-cadre

Quelle que soit la cause de la résiliation de l'accord-cadre, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

Sous réserve des dispositions précédentes, les dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G.-P.I. sont applicables.

Article 19 : Exécution aux frais et risques

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

Article 20 : Règlement des différends

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le Tribunal Administratif de Lyon sera seul compétent.

Article 21 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations intellectuelles

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

<u>Articles du présent C.C.A.P. qui dérogent</u>	<u>Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé</u>
Article 2	Article 4.1
Article 8.2	Article 13.1.2
Article 9.1.4	Article
Article 13	Articles 14.1 et 14.2
Article 14	Article 9.2